

Questions orales

chev, la semaine dernière au sujet du renouvellement de la vente de blé canadien?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, cette question a été abordée au cours des discussions avec la délégation soviétique. Nous avons été très encouragés par la perspective du renouvellement de l'accord à long terme. Nous avons aussi été très encouragés par le fait que les Soviétiques souhaitaient effectuer d'autres achats dans un avenir immédiat. Des membres de la délégation soviétique viendront au Canada pour discuter de la transaction.

Nous espérons non seulement renouveler l'accord à long terme, mais également conclure une nouvelle entente portant sur des quantités supplémentaires.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Comme il sait, les Américains ont conclu une grosse vente avec l'URSS en fin de semaine, portant sur 50 millions de tonnes sur une période de cinq ans. Il sait aussi que M. Gorbatchev n'avait guère le choix s'il veut obtenir le statut de nation la plus favorisée, ce qui n'est pas chose faite.

Quelle incidence aura cet accord sur nos ventes de blé et d'autres céréales à la Russie, surtout qu'elle s'ajoute à celle du programme de stimulation des exportations en vertu duquel les producteurs américains reçoivent d'énormes subventions? L'agriculteur canadien n'est-il pas lentement mais sûrement écarté du marché?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député parle d'une grosse vente, alors qu'il devrait dire un gros contrat d'entente à long terme. Ce sont deux choses différentes. C'est le niveau minimum des ventes qui est négocié en vertu de l'accord à long terme.

Il y a belle lurette que nous avons des contrats à long terme avec les Russes, car nous sommes un de leurs meilleurs fournisseurs. Ils aiment faire affaire avec nous. Nous allons essayer de prolonger cette entente et de leur vendre encore plus de produits.

Comme je l'ai dit au député, la réponse de l'Union soviétique nous a encouragés. Il y a longtemps que nous faisons affaire avec les Soviétiques et nous allons conti-

nuer de faire affaire avec eux au nom des agriculteurs Canadiens.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, en l'absence du ministre suppléant de l'Environnement, je vais poser ma question au vice-premier ministre.

En 1987, le premier ministre et le ministre de l'Environnement ont tous deux avalisé le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU. La principale recommandation de ce rapport demandait que les mesures gouvernementales ayant une incidence sur l'environnement soient soumises à un examen public en règle.

Comment alors le gouvernement peut-il soustraire ses mesures de l'application de sa propre législation sur l'environnement, législation qui s'est fait attendre depuis trop longtemps déjà?

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement s'est rendu à Toronto aujourd'hui pour présider les célébrations entourant la Semaine de l'environnement. Il profite de cet événement pour rappeler que la coopération internationale est importante parce qu'elle nous permettra d'atteindre les objectifs nécessaires et de respecter les engagements que nous avons pris dans le cadre des accords internationaux que nous avons conclus.

Mon collègue s'est rendu également à Toronto pour rappeler que chaque citoyen devrait participer à la protection de l'environnement. Le député peut voir que nous avons à coeur de consulter les Canadiens avant de légiférer arbitrairement sur des objectifs qui ne peuvent pas être atteints.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, je reviens à la question. Il est très bien que le ministre soit parti célébrer, mais il serait préférable qu'il soit ici pour faire quelque chose au sujet de ce projet de loi sur l'évaluation environnementale que nous attendons depuis des années.

Je donne au ministre une autre chance de répondre à la question, qui est fort simple: étant donné que nous attendons depuis des années un projet de loi sur l'évaluation environnementale, que les rumeurs veulent qu'il soit dilué, même par rapport aux lignes directrices actuelles, que le gouvernement a entièrement fait fi de trois décisions de tribunaux statuant sur son obligation à l'égard de